

**LA FORMATION DES CHOIX POLITIQUES
DANS LE TEMPS DE LA JEUNESSE :
FILIACTION ET EXPÉRIMENTATION**

PAR

Anne MUXEL

Centre d'étude de la vie politique française (CNRS-FNSP)

Dans le cadre de ce séminaire, je propose d'explorer les conditions de formation et d'expression de l'identité politique dans le temps de la jeunesse, un temps que l'on peut considérer comme une étape spécifique du processus de socialisation politique. Avec ces interrogations sous-jacentes : quel est le rôle de cette période de la vie dans la formation des attitudes et des comportements politiques par rapport aux autres âges de la vie ? Les représentations nouvelles de la jeunesse en tant que "nouvel âge de la vie", ainsi que le statut propre à ce temps de transition, ont-ils une incidence particulière sur le rapport des jeunes à la politique ?

Cet exposé n'a donc pas pour objet de présenter une analyse en termes de conjoncture du rapport des jeunes français à la politique ou d'établir un diagnostic sur l'état de leurs comportements et de leurs opinions aujourd'hui. Il cherche à mettre en perspective les données d'une enquête menée par nos soins sur l'entrée en politique d'une cohorte de jeunes avec certains cadres théoriques d'interprétation, tant du point de vue d'une sociologie des âges de la vie que du point de vue de la science politique.

Une enquête

L'interrogation intrinsèque à toute étude sur la socialisation politique réside dans la volonté de comprendre la genèse des attitudes et des comportements politiques des individus ainsi que leurs chances de stabilité ou de transforma-

tion dans le temps. Il s'agit d'apprécier le jeu de causalités et d'interférences complexes qui sélectionne les déterminants responsables de leur formation comme de leur orientation. De tels objectifs de recherche imposent de travailler avec des protocoles d'enquête souvent lourds, permettant de mettre en application les méthodes de l'analyse longitudinale. Car seule l'observation sur la durée des mêmes individus permet de reconstituer des cheminements et de mettre au jour certains mécanismes et certains déterminants à l'œuvre dans la formation et dans l'expression des choix politiques.

Je mène depuis six ans une enquête longitudinale permettant de suivre une même cohorte de jeunes depuis l'âge de 18 ans jusqu'à ce qu'elle atteigne l'âge de 25 ans. Sept années, au cours desquelles les conditions de l'entrée en politique peuvent être observées : il s'agit de comprendre comment se fait le passage de l'état de citoyen de droit à l'état de citoyen actif, ce dernier se distinguant du premier principalement par l'usage du droit de vote et donc par l'expression légitime d'un choix politique personnel ; il s'agit aussi de saisir l'évolution des premiers choix, d'apprécier le poids de leurs déterminations ou de leurs fluctuations, leur stabilité ou leur instabilité dans le temps (Muxel, 1992).

A ce jour cinq vagues d'enquêtes ont été réalisées : la première en novembre-décembre 1986, la seconde en mai 1988, la troisième en mars 1989, la quatrième en mars 1992, et la cinquième en mars 1993. Les trois premières ont été exploitées et analysées, la quatrième et la cinquième sont en cours de traitement. Une dernière interrogation aura lieu en 1995, au moment de l'élection présidentielle.

Les résultats présentés ici concernent les trois premières interrogations et portent sur un échantillon comptabilisant 1959 jeunes, parmi lesquels deux tiers sont étudiants (n=1356) et un tiers ont interrompu leurs études (n=603), se retrouvant salariés (n=184) ou chômeurs (n=254).

Les enquêtes longitudinales sont rares en France. Difficiles à conduire, onéreuses, elles cumulent des handicaps, y compris méthodologiques (notamment le problème de la mortalité du panel) qui découragent les utilisateurs potentiels. Pourtant elles sont indispensables pour comprendre la genèse ainsi que les ressorts du processus de socialisation politique des individus. Ce processus court tout au long de la vie et nous ne saisissons ici qu'une brève période, le temps de la jeunesse. Mais c'est une période essentielle et particulièrement intéressante à étudier, car elle est à la charnière de deux états, celui de la dépendance propre au temps de l'enfance et de la socialisation initiale et celui de l'entrée dans la vie adulte.

Entrer en politique

Qu'entend-on par cette expression ?

Rappelons que l'on n'entre pas en politique à 18 ans. C'est au cours de l'enfance et de l'adolescence que se font les premières acquisitions politiques. Mais c'est à partir de 18 ans que peut se concrétiser, ou ne pas se concrétiser du reste, une série de passages à l'acte par lesquels se marque ce que l'on pourrait appeler l'entrée "officielle" en politique ; des actes tels que l'inscription sur les listes électorales et le premier vote inaugurent de fait la participation effective du jeune à la vie de la cité.

Parallèlement à ces actes "officiels", socialement visibles, il existe un certain nombre d'enchaînements, donnant forme à différents types d'attitudes ou de comportements qui scandent le calendrier de l'entrée en politique et tracent différents cheminements : exprimer un choix personnel, s'intéresser ou non à la politique, s'inscrire ou non dans une filiation politique par rapport à ses parents, participer à une grève ou à une manifestation, ou encore, bien que d'une façon beaucoup plus minoritaire, s'engager dans un mouvement ou dans une association ayant un caractère politique. L'entrée en politique, on le voit, suppose la conjonction de différents niveaux d'implication ou d'engagement personnels.

On sait que les classes d'âge les plus jeunes nourrissent plus que les autres les rangs des non-inscrits et qu'elles sont plus abstentionnistes lors des élections. Mais on sait peu de choses sur ce temps de passage vers l'exercice d'une citoyenneté active, sur les différents cheminements qui conduisent chacun, garçon ou fille, étudiant, salarié ou chômeur, à engager son ou ses choix.

La jeunesse : une étape spécifique du processus de socialisation politique

S'interroger sur la construction de l'identité politique dans le temps de la jeunesse rejoint une interrogation plus large qui est celle de la construction de l'identité sociale des individus au seuil de la vie adulte. En ce sens, les grands schèmes interprétatifs de la spécificité de cet âge de la vie peuvent être repris pour servir de cadre à notre analyse :

- les décalages et les enchaînements de plus en plus complexes dans l'acquisition des attributs de la maturité, le report des signes de l'établissement donnent un statut spécifique à la jeunesse qui a pu être qualifiée de "*nouvel âge de la vie*" (Galland, 1991) ;

- la jeunesse est une période de transition, un âge charnière entre deux états, le premier étant défini par une situation de dépendance, le second par l'accès à une situation d'autonomie et à la reconnaissance d'une compétence de principe ;

- cette transition, ce temps de passage est un parcours au cours duquel les modèles de références et d'identification qui peuvent être empruntés aux générations précédentes sont de plus en plus concurrencés par les logiques propres de l'expérimentation individuelle ;

- plus qu'un âge de la vie, c'est un mouvement, une suite d'ajustements progressifs qui définit une sorte de "*moratoire psycho-social*" (Erikson, 1972), un temps de mise en retrait, d'organisation et de réorganisation dans la constitution de l'identité sociale du sujet.

Pour comprendre la formation ou la transformation des attitudes et des comportements politiques dans le temps de la jeunesse, ces mêmes paradigmes d'analyse sont au cœur d'un certain nombre d'hypothèses que les données de cette enquête permettent de vérifier. Je retiendrai ici trois d'entre elles, les plus parlantes et les plus fondamentales.

Première hypothèse, la vulnérabilité politique, plus importante à cette période de la vie que dans les étapes ultérieures. C'est un moment d'expérimentations de toutes sortes, qui interfèrent nécessairement sur le rapport au politique. Les orientations politiques sont plus malléables, les comportements moins assurés. Par ailleurs, l'indétermination des facteurs d'insertion sociale, particulièrement accusée dans les années de jeunesse, vient renforcer cette vulnérabilité.

On observe donc un temps de maturation, un délai caractéristique du rapport des jeunes à la politique, un "moratoire" que l'on peut considérer comme une étape spécifique du processus de socialisation politique (Muxel, 1991).

Dans cette première hypothèse, le paradigme de l'expérimentation propre à ce nouvel âge de la vie domine.

Seconde hypothèse, le poids de la filiation politique et l'influence des identifications parentales dans la formation des choix politiques. La famille reste un creuset de l'identité politique des individus. Avec la religion, la politique est ce qui se transmet le mieux entre parents et enfants. Des travaux récents ont montré que l'héritage dans ce domaine s'est encore renforcé (Percheron, 1993). De fait la famille fournit les premiers repères, les premières informations, qu'il s'agisse d'ailleurs de repères ou d'absence de repères, d'informations ou d'absence d'informations. C'est à partir de ce terreau que l'individu forge et confronte à la réalité extérieure ses connaissances et ses expériences politiques.

Ce faisceau de déterminations propres à l'univers familial vient contredire en apparence le paradigme de l'expérimentation. Il introduit sinon le modèle de la reproduction politique en tous cas l'action propre d'un tracé familial, par voie d'adoption ou par voie de réaction, dans la construction des choix et des comportements politiques.

Troisième hypothèse, la relation qui existe entre la compétence sociale et la compétence politique (Bourdieu, 1977, Mayer-Percheron, 1990). On sait que les facteurs expliquant la non participation politique sont d'abord d'ordre social. Pour s'inscrire sur les listes électorales ou voter il faut posséder les signes d'une compétence objective ou subjective. Cette compétence est d'autant plus affirmée lorsque le statut social, le niveau d'instruction, ou le patrimoine sont élevés. Les chances d'être hors du jeu politique sont d'autant plus grandes lorsque les individus connaissent des conditions d'insertion sociale difficiles ou précaires. Dans les classes d'âge les plus jeunes, ces conditions sont souvent incertaines et peu stables. De fait, les jeunes sont moins inscrits sur les listes électorales et plus souvent abstentionnistes.

Différents trajets dans l'expression des choix politiques

Se classer sur une échelle gauche-droite par exemple, c'est prendre position sur l'échiquier politique, au-delà, c'est se reconnaître capable tout autant qu'un autre de tenir une opinion. Seuls 4% des jeunes refusent de façon répétée de se classer. Les chômeurs et les jeunes issus d'un milieu populaire sont plus nombreux que les autres dans le groupe des non-répondants constants. Par ailleurs les non-classements sont plus fréquents parmi les jeunes qui ne sont toujours pas inscrits sur les listes électorales lors de la vague 3 ou parmi ceux qui se sont inscrits tardivement (entre les vagues 2 et 3). Enfin, on observe un effet cumulatif dans le temps, les trois quarts des jeunes déclarant un non-choix lors de la première vague, et le répétant lors de la deuxième, expriment un refus de classement lors de la troisième. On le voit, les non-réponses, bien qu'à la marge, sont le résultat des effets cumulés d'une moindre compétence socio-culturelle et d'une moindre compétence politique.

La plupart des jeunes expriment donc un choix : huit jeunes sur dix se classent sur l'une des positions de l'échelle tout au long des trois interrogations. C'est un résultat qu'il faut remarquer car il vient nuancer les thèses sur la désaffection de la droite ou de la gauche. Toutefois la question du contenu des identifications à la droite ou à la gauche face aux recompositions internes à l'un et à l'autre camp propres à la conjoncture actuelle, reste posée.

Si des choix s'expriment, ceux-ci sont-ils durables ?

Tout au long de la période d'observation, seul un tiers des jeunes reste fidèle à une même position sur l'échelle gauche-droite (33%) et à peine la moitié déclare une même sympathie partisane (49%). Il existe donc une relative mobilité des choix qui apparaît d'autant plus grande qu'elle est observée dans un intervalle de temps relativement court. Cette inconstance marquée ne s'accompagne pas de passages entre la gauche et la droite. Ces derniers sont rares. Elle révèle surtout la présence de micro-déplacements et de réaménagements à l'intérieur de chacun des deux camps : entre la première et la troisième vagues de l'enquête, 16% des jeunes adoptent une position différente à l'intérieur de la gauche ou de la droite. Par ailleurs, elle traduit la part encore

importante des hésitations et des flottements qui caractérisent la formation des choix politiques dans ce temps de la vie : plus du tiers des jeunes (36%) se classent au moins une fois sur les trois sur la position centrale de l'échelle, position de refuge face à une indécision plus ou moins durable, qui exprime une distance par rapport au jeu politique. Cette mobilité s'explique enfin, bien que d'une façon plus résiduelle, par le jeu des non-réponses.

La détermination des choix et leur plus ou moins grande mobilité permettent d'identifier différentes formes d'entrée en politique. Quatre types de comportements, quatre types de trajets, quatre groupes de jeunes peuvent être distingués : les déterminés, les hésitants, les retardataires et les instables. Cette typologie a été construite à partir de deux critères : la stabilité des classements opérés sur l'échelle gauche-droite (en 7 points) d'une part et la fréquence des choix de la position centrale sur cette même échelle d'autre part.

Premier trajet, les déterminés. Un choix précoce et fixé dès la première vague d'enquête, à gauche ou à droite, renforcé par une relative stabilité tout au long des trois vagues, caractérise les "déterminés". Un jeune sur deux (48%) correspond à ce profil ; les jeunes appartenant à un milieu socialement et culturellement privilégié, ainsi que les étudiants, y sont un peu plus nombreux que les autres. Toutefois, les paramètres socio-économiques et culturels ne sont pas les seuls déterminants. Le contexte de la socialisation familiale s'avère plus décisif.

Le fait de connaître les orientations politiques de ses parents facilite l'affirmation d'un choix explicite. Parmi les jeunes déterminés à gauche, 70% situent leur père et 73% leur mère à gauche, parmi les jeunes déterminés à droite, 86% classent leur père et 85% leur mère à droite. La parité des opinions des deux parents renforce encore la détermination. Parmi les jeunes situant leurs deux parents à droite ou à gauche, on dénombre respectivement 62% et 68% de "déterminés", lorsque les parents sont déclarés d'opinions contraires, ils ne sont plus dans ce cas que 47%.

Par ailleurs, les jeunes déterminés témoignent d'une implication politique plus forte. Ils s'intéressent plus que les autres à la politique et participent davantage aux élections. Leurs choix partisans sont plus affirmés, et ce dès la première vague de l'enquête. Leurs sympathies politiques vont d'abord vers les grands partis traditionnels, ceux qui sont les plus représentés, le PS pour la gauche et le RPR pour la droite.

Le profil des "hésitants" est tout autre et définit une sorte d'idéal-type du moratoire. L'incertitude et le flottement des positions dominent. Il rassemble les jeunes qui se sont classés au moins une fois sur la position centrale de l'échelle gauche-droite tout au long de la période d'observation, soit un peu plus du tiers de la cohorte (36%). Lorsque le choix de la position centrale est répété, il est généralement associé à un désintérêt pour la politique et présente les caractéristiques de ce que les politistes ont appelé le "marais", c'est-à-dire un retrait affirmé et constant du jeu politique (Deutsch, Lindon et Weill,

1966). Ce cas de figure ne concerne qu'une minorité. Pour la plupart des hésitants, l'usage de la position centrale, surtout s'il est intermittent avec le choix d'une autre position sur l'échelle, est une position flottante, une sorte de transit, qui révèle leur hésitation, voire leur absence de repères. Là encore, le rôle du contexte familial prévaut sur les caractéristiques socio-culturelles des individus. Mais, contrairement aux déterminés qui peuvent s'inscrire dans une filiation politique et qui, de fait, sont dotés de repères pour constituer leurs propres choix, les hésitants sont confrontés au vide et à l'ignorance.

Le contexte de la socialisation familiale a tout autant de poids que dans le cas précédent, mais il agit *a contrario*. Ne pouvant situer les choix de leurs parents, les jeunes sont dans l'incapacité d'en exprimer un à leur tour. L'indétermination pèse d'une génération sur l'autre, et s'il y a héritage politique, celui-ci se solde plutôt par la répétition d'une absence de choix. 56% des hésitants ne peuvent pas situer politiquement leurs parents ou bien les classent sur la position centrale de l'échelle gauche-droite ; parmi les déterminés, ils ne sont que 26% des cas. La suite de leur portrait politique est à l'avenant. Leur inscription dans le champ politique est moins affirmée. Leurs choix partisans sont moins définis et moins stables que dans le type précédent. Alors que 56% des déterminés se montrent fidèles envers un parti de gauche ou de droite, les hésitants ne sont plus dans ce cas que 27%. Enfin, leurs sensibilités partisans sont plus éclatées, et leur refus de toute affiliation beaucoup plus marqué (parmi les jeunes qui ne se déclarent proches d'aucun parti, on compte 44% d'hésitants et 17% seulement de déterminés).

Les "retardataires" présentent des caractéristiques qui établissent un lien plus étroit entre les conditions de l'insertion sociale et les conditions de l'insertion politique. Ils sont une minorité (12%) et se distinguent des profils précédents par un report de leurs choix politiques. Ils s'abstiennent de se classer sur l'échelle gauche-droite lors de la première vague d'enquête et n'expriment un choix à gauche ou à droite que lors de la seconde, voire de la troisième interrogation. Contrairement aux hésitants qui sont dans un rapport relativement flou, voire fuyant, vis-à-vis de l'expression d'un choix politique personnel, les retardataires arrêtent au bout du compte une décision. On pourrait être tenté de rapprocher leur cas de celui des déterminés ; ils seraient des déterminés en retard. Pourtant ils ne présentent guère de caractéristiques communes avec ces derniers.

L'absence de reconnaissance d'une filiation politique apparaît là encore dominante. S'y ajoute, alors que ce n'était pas le cas précédemment, le poids du contexte socio-économique et culturel. Les retardataires sont plus nombreux aussi parmi les salariés, ces derniers se caractérisant, dans le contexte de cette enquête, par un faible niveau de formation.

Au-delà du report qui les caractérise, ce profil dénote un retrait du champ politique plus marqué. L'intégration politique est faible, la plus faible des quatre groupes recensés. Les retardataires manifestent peu d'intérêt pour la politique (68% déclarent ne pas s'y intéresser). Ils sont plus nombreux à ne

pas être inscrits sur les listes électorales lors de la vague 3 (21% contre 10% parmi les hésitants et 7% parmi les déterminés). Ils sont plus abstentionnistes (46% contre 35% parmi les hésitants et 25% parmi les déterminés). Enfin, 40% d'entre eux ne déclarent aucune attirance pour un parti politique, quel qu'il soit.

Les "vrais instables" sont les jeunes qui passent de la gauche à la droite et réciproquement. Bien qu'à la marge (4%), ce groupe est intéressant, car il semble obéir à une toute autre logique de comportement que les trois groupes précédents. Il ne témoigne d'aucun signe perceptible de retrait du jeu politique, bien au contraire. Les instables s'intéressent à la politique, sont inscrits sur les listes électorales et participent aux élections. Aucune caractéristique sociologique ou familiale ne permet de les distinguer des autres.

Le type d'expérience politique qui résulte d'une alternance de choix entre la gauche et la droite n'est pas du même type que celle qui peut définir le comportement des hésitants. Elle obéit dans le cas présent sinon à une certaine rationalité, en tout cas à un souci d'efficacité politique. Au contraire, l'expérience des hésitants est une sorte de réponse par défaut à une détermination constitutive.

Ces quatre cheminements d'entrée en politique, nécessairement simplifiés pour les besoins de l'analyse et par le principe même de la typologie, permettent de mettre au jour un certain nombre de caractéristiques du processus de socialisation politique dans ce temps de la vie.

Rappelons notre questionnement initial. Dans cette période de la vie où dominant l'expérimentation et la négociation, c'est-à-dire la mise à l'épreuve des contenus de la socialisation initiale, comment et à partir de quoi les choix politiques vont-ils être arbitrés ?

Difficile, sans doute impossible de répondre complètement à cette question tant l'imbrication des facteurs et des agents à l'œuvre dans ce processus est complexe et difficile à démêler. Toutefois les données de l'analyse longitudinale permettent d'évaluer le poids différencié de certaines variables et de certains déterminants. Le temps de la jeunesse, parce qu'il est le temps par excellence de l'insertion dans la vie sociale, de la construction d'une identité politique propre, met sans doute davantage qu'à d'autres moments de la vie la politique à l'épreuve de la réalité. En ce sens, il est un temps que l'on peut considérer comme un moratoire, régi par l'expérimentation. Toutefois, le rôle de la socialisation familiale et sans doute de la transmission des choix reste fondamentale. L'expérimentation, selon le type de filiation politique, on l'a vu, ne désigne pas une même logique d'intégration politique.

RÉFÉRENCES BIBLIOGRAPHIQUES

- BOURDIEU (P.), "Questions de politiques", in *Actes de la recherche en sciences sociales*, n° 16, 1977.
- DEUTSCH (E.), LINDON (D.), WEILL (P.), *Les familles politiques aujourd'hui en France*, Ed. de Minuit, Paris, 1966.
- ERIKSON (E.-H.), *Adolescence et crise, la quête de l'identité*, Flammarion, Paris, 1972.
- GALLAND (O.), *Sociologie de la jeunesse, l'entrée dans la vie*, Armand Colin, Paris, 1991.
- MAYER (N.), PERCHERON (A.), "Les absents du jeu électoral", INSEE *Données sociales*, 1990.
- MUXEL (A.), "Le moratoire politique des années de jeunesse", in Percheron (A.) et Rémond (R.) eds, *Age et politique*, Economica, Paris, 1991.
- MUXEL (A.), "L'âge des choix politiques. Une enquête longitudinale auprès des 18-25 ans", in *Revue française de sociologie*, XXXIII, 1992.
- PERCHERON (A.), *La socialisation politique*, Armand Colin, Paris, 1993.